Libération - jeudi 2 septembre 2021

Planète

Les réfugiés afghans sont les bienvenus… hors d'Europe

Divisés et désireux d'éviter la crise de2015, les Vingt-Sept cherchent à limiter les arrivées d'Afghans sur leur sol. Ils entendent notamment soutenir financièrement les pays voisins de l'Afghanistan pour qu'ils accueillent les réfugiés fuyant les talibans.

Par Jean Quatremer Correspondant à Bruxelles (UE)

Des Afghans fuient vers le Pakistan à laville frontière de Chaman, vendredi. - Photo AFP

Pas question de revivre le «cauchemar» de2015 lorsque des centaines de milliers de réfugiés et de migrants, parmi lesquels des jihadistes, avaient déferlé sur les routes d'une Union européenne totalement débordée ! Depuis la chute de Kaboul, le 15août, les Vingt-Sept se mettent en ordre de bataille afin de dissuader les réfugiés afghans de venir en Europe, comme en témoigne le Conseil extraordinaire des ministres de l'Intérieur qui a eu lieu mardi à Bruxelles.

L'asile n'est pas oublié dans les discours, surtout par les pays d'Europe de l'Ouest, mais ce n'est clairement pas la première préoccupation des Européens qui n'ont pas oublié que la*vague de2015 a fait le bonheur des extrêmes droites européennes. Le Premier ministre slovène, Janez Jansa, dont le pays assume la présidence tournante de l'Union, a donné le ton dans un tweet du 22août illustré par une photo d'une colonne de réfugiés datant de2015 : «L'UE n'ouvrira pas de couloirs migratoires pour les Afghans.*

Nous ne permettrons pas la répétition de l'erreur stratégique de2015.» Certes, comme l'a noté Gérald Darmanin, le ministre français de l'Intérieur, en dehors des Afghans rapatriés par les soldats de la coalition, «il n'y a pas pour l'instant de flux massifs d'Afghans aux frontières européennes», mais «il se peut que cela arrive dans les semaines ou dans les mois qui viennent». Pour parer le phénomène, l'UE compte déployer une stratégie sur quatre axes.

S'appuyer sur les voisins de l'Afghanistan

Il s'agit donc pour les Vingt-Sept d'anticiper une éventuelle vague migratoire afin de ne pas se laisser surprendre, l'ONU anticipant le départ de 500 000Afghans supplémentaires d'ici à la fin de l'année. L'Union espère les fixer dans les pays riverains, d'où les nombreux contacts noués ces derniers jours tant par Emmanuel Macron que par Angela Merkel avec les voisins de l'Afghanistan, première destination de ces réfugiés.

L'idée est d'aider financièrement ces Etats à faire face à un futur afflux, notamment le Pakistan et le Tadjikistan. De nombreuses personnes souhaitant fuir l'Afghanistan se pressaient déjà mercredi aux frontières terrestres du pays. «*Restez sur place, et nous soutiendrons la région pour aider les gens sur place*», a lancé le ministre autrichien de l'Intérieur, Karl Nehammer, l'un des durs avec ses collègues danois et tchèque. «*Nous devons travailler à l'échelle mondiale pour garder les gens près de chez eux et de leur culture*», a surenchéri son collègue allemand, Horst Seehofer, estimant que seules les «*personnes particulièrement maltraitées*» devraient pouvoir venir dans l'Union. «*C'est à la fois notre devoir et notre intérêt. Il y a un instrument de 86milliards d'euros, le NDICI [Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument], dans le budget européen, en plus de l'aide purement humanitaire, qui peut être mobilisé*, explique un diplomate français. *On sait comment faire puisqu'on aide depuis2016 les Syriens en Turquie avec le HCR, le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU.*»

«Réinstaller» les réfugiés

Lorsque le HCR aura accordé à certains de ces Afghans ayant fui dans les pays limitrophes le statut de réfugié, les Etats européens volontaires pourront en accueillir un certain nombre, notamment ceux «*qui voudront partir et qui sont occidentalisés*», selon les mots d'un diplomate. Mais il est pour l'instant hors de question d'annoncer un chiffre, de peur de créer un «*appel d'air*». «*Il n'y aura pas non plus de quota par pays, pour ne pas refaire l'erreur de2015 qui a profondément divisé l'Union entre l'Est, qui refuse d'accueillir des musulmans, et l'Ouest, plus généreux*, poursuit ce diplomate. *Ceux qui voudront en prendre le feront.*»

Renforcer la sécurité

Les flux irréguliers sont ceux qui inquiètent le plus. Là, il n'est pas question de se montrer compréhensif. Des discussions sont en cours avec la Turquie, qui accueille déjà quatremillions de migrants et de réfugiés, pour l'aider à contrôler sa frontière avec l'Iran, ce qu'elle fait déjà en construisant un mur, un de plus. De même, les contrôles aux frontières extérieures de l'Union, déjà considérablement renforcés depuis2015 avec la création d'un corps européen de gardes-

frontières et de gardes-côtes de 11 500 personnes, vont être durcis, la mise en place de moyens technologiques (drones, reconnaissance faciale,etc.) étant envisagée.

«Si des personnes arrivent malgré tout, la question sécuritaire sera primordiale puisqu'il y a un risque que des terroristes passent dans le flux, comme en2015», souligne un diplomate européen. Le ministre slovène de l'Intérieur, Ales Hojs, a martelé mardi que *«notre principale responsabilité est de protéger les citoyens de l'Union d'attaques terroristes. Vous voyez ce qui se passe à tout instant à Kaboul, nous ne pouvons pas être sûrs que quelque chose comme cela ne puisse pas se produire dans le futur en Europe».* En clair, chaque personne réussissant à pénétrer sur le territoire de l'Union devra être enregistrée dans une base de données afin d'être soigneusement contrôlée, mais aussi pour éviter qu'une même personne dépose une demande d'asile dans plusieurs pays.

Proposer des critères d'asile communs

«On a besoin d'une doctrine commune afin qu'on ait les mêmes critères pour accorder l'asile dans l'Union, car pour l'instant il y a un écart énorme en matière de taux de reconnaissance», explique un diplomate européen. L'Agence européenne d'asile, située à Malte, devrait être chargée de proposer des critères communs pour traiter les cas individuels. Mais au final, les autorités nationales resteront seules maîtresses de l'octroi ou non de l'asile. Reste le délicat problème des réadmissions pour les déboutés du droit d'asile, le renvoi en Afghanistan n'étant pas possible. Cela passera par des accords avec les pays riverains.

Ce dispositif, essentiellement répressif, a été mal accueilli par le président du Parlement européen, David Sassoli, qui s'est dit *«très déçu»* : *«Aucun [Etat] n'a eu le courage d'offrir refuge à ceux dont la vie est encore aujourd'hui en danger.Nous ne pouvons pas prétendre que la question afghane ne nous concerne pas, car nous avonsparticipé à cette mission et en avonspartagé les objectifs et les buts.»* De leurs côtés, les ONG, à l'imaged'Oxfam, ont accusé les gouvernements européens de *«se laver les mains de leurs obligations internationales d'offrir un refuge à ceux qui cherchent la sécurité et des'en décharger sur d'autres pays».*